

Toute

Une publication de la SNAP Canada • Printemps-Été 2022

NATURE

PASSION.
RAISON
D'ÊTRE.
PROGRÈS.

Sauvegarder
la nature
aujourd'hui,
pour demain.



SNAP

SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

Un héritage d'espoir – La nature avant tout, la nature pour tous

LAURA COLELLA

La tristesse des adieux laisse place au bonheur de contempler le chemin parcouru. Cette pensée me reconforte tandis que j'écris mes dernières lignes pour *Toute Nature* en tant que présidente du conseil d'administration national de la SNAP Canada. Après neuf ans au conseil, dont trois à la présidence, mon mandat arrive à son terme. En faisant le bilan de cette aventure extraordinaire, je ne peux que m'enorgueillir de tout ce que nous – l'équipe de la SNAP Canada et les personnes merveilleuses qui se dévouent à notre cause – avons réalisé ensemble. Dans un monde assombri par des nouvelles inquiétantes, nous avons semé de l'espoir pour la nature.



Howe Sound, Squamish, C.B.
Photo : Alpegot/AdobeStock

Cette revue, par exemple, en est remplie. Après des années de travail de la SNAP Canada pour faire valoir le bien-fondé scientifique de la création d'un plus grand nombre d'aires protégées afin de sauvegarder la nature canadienne, le gouvernement fédéral s'est engagé à protéger 25 % des terres et des océans du Canada d'ici 2025 et 30 % d'ici 2030. Grâce au soutien d'organisations comme la nôtre, au leadership autochtone et à la participation des provinces et des territoires, ces objectifs sont désormais à notre portée.

Si nous agissons vite, le nombre d'aires protégées qui sont envisagées aujourd'hui peut nous permettre d'atteindre l'objectif de 2025. Au cours des six dernières années seulement, le Canada a créé près de 29 millions d'hectares de nouvelles aires protégées et de conservation. Au total, cela représente plus de quatre fois la superficie du Nouveau-Brunswick. De nombreux gains, comme le bassin hydrographique de la rivière Peel au Yukon, ont été défendus depuis longtemps par la SNAP Canada, de concert avec les Premières Nations, les collectivités locales et d'autres parties prenantes.

Nous avons contribué à faire pression sur le gouvernement pour qu'il consente à des investissements historiques en matière de conservation. Le budget fédéral 2021, par exemple, a alloué un montant sans précédent de 3,2 milliards de dollars à la conservation des terres et des océans. Le travail de la SNAP Canada a également permis de poursuivre les efforts de conservation des espèces et des écosystèmes dans les parcs nationaux existants, et notre expertise est aujourd'hui sollicitée pour guider la création d'un nouveau réseau de parcs urbains nationaux.

Ce ne sont là que quelques-uns des développements prometteurs survenus au cours de mon mandat. Ces réussites reposent en grande partie sur la vision inclusive de la SNAP Canada. C'est une vision que je continuerai à défendre avec fierté : la nature avant tout... mais la nature pour tous.

*Laura Colella est la présidente sortante
du conseil d'administration national de la SNAP Canada.*



La SNAP est un organisme canadien dont la mission est la protection d'au moins 50 % de notre nature sauvage. Depuis 1963, nous avons joué un rôle de premier plan dans l'établissement de plus des deux tiers des aires protégées du Canada.

CONSEIL D'ADMINISTRATION NATIONAL

Laura Colella, présidente (ON)
John Grandy, vice président (ON)
Lavinia Mohr, trésorière et présidente,
comité des finances (ON)
Richard Paisley, président, comité
du contentieux (C.-B.)
Amber Walker, présidente, Comité
de gouvernance (N.-É.)
Charles Côté (QC)
Nikita Lopoukhine (ON)
Ina Lucila (AB)
Donald McMurtry (ON)
Lane Mezquita (AB)
Kathy Scalzo (C.-B.)
Jennifer Smith (QC)
Alex Tzannidakis (ON)
Erik Val (YT)
Denise Withers (C.-B.)

ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Stephanie Cairns
Phil Dearden
David Lang
Harvey Locke
Gordon Nelson
Bob Peart
Sherri Watson

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Sandra Schwartz : Directrice générale nationale
Tracy Walden : Directrice nationale, Communications
et développement
Jennifer Scott : Responsable des
communications au Bureau national
Janice McLean : Mise en page

COMITÉ ÉDITORIAL

Alex Abboud
Rick Boychuk
Laura Colella
Ron Thiessen
Denise Withers

ISSN 1717-8894. Maître de poste :
Faire parvenir tout changement d'adresse
au Canada à la SNAP Canada :
600-100 rue Gloucester, Ottawa, ON K2P 0A4.

Toute Nature est publié deux fois par an
(au printemps et à l'automne) par la Société
pour la nature et les parcs du Canada
(no d'enregistrement 10686 5272 RR0001).

© 2022 Société pour la nature et les parcs
du Canada. Aucune partie de cette publication
ne peut être reproduite sans l'autorisation
écrite expresse de la SNAP Canada.

Imprimé sur du papier certifié FSC
avec des encres végétales.



PASSION. RAISON D'ÊTRE. PROGRÈS.

DANS CE NUMÉRO

À LIRE

Inspirer les gardiens de la nature de demain • 6

Partout au Canada, des jeunes découvrent l'intendance environnementale *par Chloé McMillan*

Succès de la conservation au Québec • 9

Montrer la voie pour le Canada

La conservation doit être guidée par une vision autochtone • 11

Entrevue avec Lorraine Netro

Le charme naturel des parcs urbains nationaux • 12

Travailler à la conservation et à la restauration des écosystèmes urbains

Les aires marines protégées sont utiles, les réseaux d'AMP sont encore mieux! • 14

Une mise à jour sur la planification de réseaux d'AMP au Canada *par l'équipe du programme des océans de la SNAP*

RUBRIQUES

2 • **MOT DE LA PRÉSIDENTE** Un héritage d'espoir – La nature avant tout, la nature pour tous

4 • **REGARD SUR LA CONSERVATION** La campagne pour sauver Owls Head remporte une victoire;
Expansion de la plus grande zone de forêt boréale protégée au monde grâce au leadership autochtone;
Protéger le « trou de beigne » le plus populaire de Colombie-Britannique

16 • **PARTOUT AU CANADA**

18 • **CONTACTEZ-NOUS**

COUVERTURE : Caribou adolescent et caribou nouveau-né sur un terrain rocheux de montagne. Photo : Ghost Bear

CI-DESSUS : Canots sur la rive du lac du lac Tadoule dans le bassin versant de la rivière Seal. Photo : Chris Paetkau

La campagne pour sauver Owls Head remporte une victoire

La SNAP Nouvelle-Écosse a de bonnes nouvelles à annoncer. L'entente foncière secrète qui menaçait Owls Head a été annulée, et ce site d'importance écologique est maintenant plus près que jamais de recevoir une protection juridique de la part du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Il s'agit d'une importante victoire pour la campagne Save Owls Head (Sauver Owls Head).

Owls Head, un cap océanique dans la région de l'Eastern Shore, en N.É., héberge des communautés végétales rares au niveau mondial, des forêts pluviales tempérées et un habitat pour les oiseaux migrateurs. Il a été géré comme un parc provincial pendant près de 50 ans.

Cependant, en 2019, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a secrètement retiré Owls Head de la liste des aires protégées afin de vendre ces terres publiques pour le développement d'un terrain de golf. S'en est suivi une campagne populaire visant à sauver cet espace naturel.

Des bénévoles ont créé un groupe Facebook de 10 000 membres, organisé des manifestations à Province House et distribué des pancartes partout en Nouvelle-Écosse pour demander à la province de stopper la vente. La SNAP N.É. a lancé des enquêtes sur la biodiversité et créé un centre d'action en ligne afin d'aider des milliers de Néo-Écossais



Exploration d'Owls Head par la SNAP N.-É. lors d'une expédition de kayak de mer en juillet 2021

à envoyer des lettres au gouvernement provincial pour demander la protection d'Owls Head.

Après deux ans de pression soutenue, le promoteur s'est retiré de l'entente, et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse s'est engagé publiquement à donner une protection juridique à Owls Head. La SNAP Nouvelle-Écosse est déterminée à faire en sorte qu'Owls Head soit protégé en vertu de la *Wilderness Areas Protection Act (Loi sur la protection des espaces sauvages)*, afin d'empêcher son retrait de la liste des aires protégées sans consultation publique ou processus de notification.

Caitlin Grady, militante pour la conservation, SNAP Nouvelle-Écosse

Expansion de la plus grande zone de forêt boréale protégée au monde grâce au leadership autochtone



Une rivière Athabasca gelée, dans le nord de l'Alberta.
Photo : Gillian Chow-Fraser

En février 2022, le gouvernement de l'Alberta a officiellement annoncé l'expansion de la plus grande aire connectée de forêt boréale protégée au monde. Le parc sauvage provincial de Kitaskino Nuwenéné, dans le nord de l'Alberta, totalise désormais 314 000 hectares, après l'ajout de près de 152 000 hectares de forêt boréale nouvellement protégée, de zones humides et d'un habitat essentiel pour le caribou des bois et le bison des bois, deux espèces en péril.

La Première Nation crie Mikisew a joué un rôle de premier plan dans l'établissement de la zone à conserver et dans la collaboration avec l'industrie pour obtenir des renoncements volontaires aux baux. Kitaskino Nuwenéné signifie « notre terre » en cri et en déné. La zone est destinée à sauvegarder les modes de vie des populations autochtones. Elle borde le parc national Wood Buffalo, qui est sur le point d'être inscrit sur la liste des sites du patrimoine mondial en péril en raison d'une série de défis environnementaux.

Avec cette nouvelle protection du parc de Kitaskino, la superficie totale de ce réseau d'aires protégées s'élève maintenant à près de sept millions d'hectares! Le Canada se rapproche ainsi de son objectif international en matière d'aires protégées 30 % de ses terres et océans d'ici 2030, avec un objectif intérimaire de 25 % en 2025. La SNAP Canada attend avec impatience la prochaine étape, qui consistera à établir un solide plan de gestion en cogouvernance pour le parc.

Gillian Chow-Fraser, Gestionnaire du programme boréal, SNAP Alberta nord

Protéger le « trou de beigne » le plus populaire de Colombie-Britannique

En janvier 2022, la Colombie-Britannique a annoncé que le « trou de beigne » de Skagit était maintenant libéré de la menace posée par l'exploitation minière et qu'il était en voie d'être protégé. La zone, d'une superficie de 5 800 hectares, est située entre les parcs provinciaux Skagit et EC Manning. Elle est appréciée des amateurs de loisirs et constitue un habitat essentiel pour des espèces comme le grizzly, la chouette tachetée et plus de 200 espèces d'oiseaux.

Cette réussite est le fruit d'une solide collaboration, notamment d'une campagne de plusieurs décennies menée par une coalition canado-américaine regroupant plus de 300 organisations, nations autochtones, politiciens et entreprises. Sur le plan financier, le rachat des droits miniers, au montant de 24 millions de dollars, a été rendu possible par les gouvernements de la Colombie-Britannique et de l'État de Washington, la Skagit Environmental Endowment Commission et Conservation de la nature Canada.

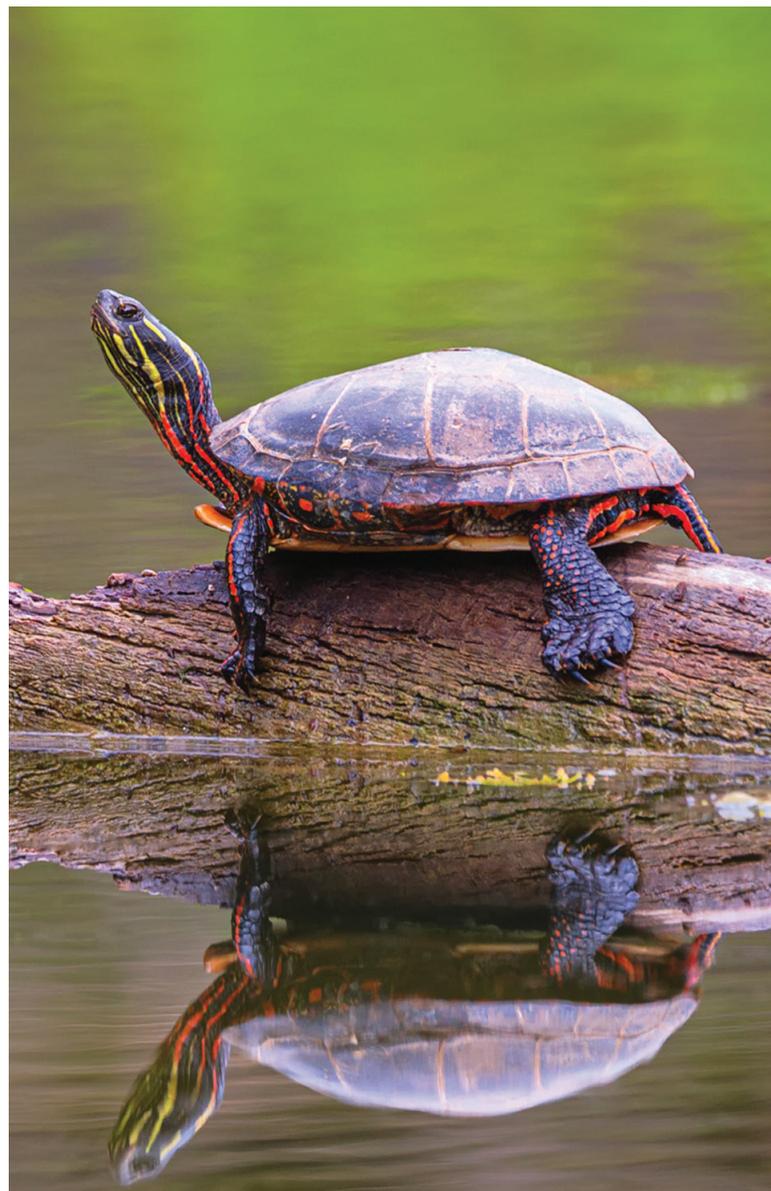
L'annulation du jalonnement minier dans le trou de Skagit est un résultat qui favorise simultanément la conservation, la réconciliation et la protection des espèces. Cependant, elle illustre également le fait que les coûts de rachat élevés continuent de poser obstacle à la conservation en Colombie-Britannique.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique doit maintenant collaborer avec les Premières Nations locales en vue de protéger pleinement le plus populaire « trou de beigne » de la province, afin d'appuyer les efforts du Canada visant à protéger 30 % de ses terres et océans d'ici 2030, avec un objectif intérimaire de 25 % en 2025.

Kristina Charania, coordonnatrice de la conservation, SNAP C.-B.



Le « trou de beigne » de Skagit, sur le territoire des nations Stó:lō, Okanagan et Nlaka'pamux.
Photo : Comité pour la protection de la nature.



 **SNAP**
SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

AVIS CONCERNANT L'AGA 2022

La SNAP Canada tiendra son assemblée générale annuelle par conférence téléphonique le lundi 26 septembre 2022 à 20 h (heure de l'Est).
Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec nous à info@cpaws.org ou au 1-800-333-9453.



INSPIRER LES GARDIENS DE LA NATURE DE DEMAIN

Partout au Canada, des jeunes découvrent l'intendance environnementale **CHLOÉ McMILLAN**

« En fin de compte, nous ne conservons que ce que nous aimons, nous n'aimons que ce que nous connaissons et nous ne connaissons que ce qu'on nous a enseigné. »

Cette phrase ne vous dit peut-être rien, mais de nombreux défenseurs de l'environnement reconnaîtront le discours prononcé par Baba Dioum en 1968 devant l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Cette idée est un pilier de mon travail d'éducatrice en environnement.

Mon objectif est de concevoir des programmes éducatifs qui soutiennent le travail de mes collègues du milieu de la conservation en faisant vivre aux gens des expériences qui éveillent en eux une passion pour la protection du monde naturel.

Dans cette optique, la SNAP Vallée de l'Outaouais s'est engagée dans la création d'une aire protégée autour des rivières Noire, Coulonge et Dumoine où elle pourra inviter le public à découvrir la magie de cet endroit. La nuit noire. Le respect que les rivières inspirent lorsque leurs flots nous entraînent vers des rochers déchaquetés. Ces flots sur lesquels les humains naviguent depuis des millénaires et qui ont transporté le bois ayant servi à construire la capitale de notre pays. Les rives et les forêts entre les rivières, foisonnant de vie

animale et végétale. Des habitats qui procurent des ressources aux communautés locales et leur permettent de partager des expériences. Tout cela, nous voulons que les gens le vivent, dans l'espoir de faire naître en eux l'amour de cet endroit et le désir d'en prendre soin.

Heureusement, la SNAP a plus d'un tour dans son sac pour rapprocher les gens de la nature.

Le Programme des gardiens de la faune canadienne (PGFC) est un programme national de la SNAP Canada organisé conjointement par les sections de la vallée de l'Outaouais, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et du sud de l'Alberta. Il propose une expérience éducative visant à inspirer la prochaine génération de gardiens de l'environnement en mettant des jeunes en contact avec la nature et leur communauté locale. Il comporte trois volets principaux : une expédition dans un bassin hydrographique régional qui a besoin d'être protégé, des projets de bénévolat dirigés par les participants et un sommet de la jeunesse.

Le programme en est à sa troisième année et accueille une cohorte différente chaque année. Les participants sont issus de communautés anglophones, francophones et autochtones de tout le pays. Beaucoup sont étudiants, certains ont commencé leur carrière, d'autres sont des néo-Canadiens désireux de découvrir le patrimoine national.



Page opposée : Des participants du PGFC du sud de l'Alberta escaladent une corniche surplombant le parc provincial Castle Wildland dans le cadre de leur excursion de trois jours en pleine nature. Photo : Heather Davies. Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du haut : Des participants du PGFC du Nouveau-Brunswick explorent la baie de Fundy lors d'une excursion en kayak de mer. Photo : Marcel LeBlanc. Une participante du PGFC de la Vallée de l'Outaouais arrache la renouée du Japon, une espèce végétale envahissante, dans le cadre de son projet de service communautaire. Photo : Susie Shapiro. Des participants du PGFC du Manitoba apprennent à préparer des oies pour la cuisson lors de leur excursion dans la nation crie de Fisher River l'été dernier. Photo : Trevor Gill.

Pour la SNAP Canada, le PGFC est une occasion de resserrer ses liens avec les intervenants communautaires dans les régions participantes. Les guides écotouristiques enseignent aux participants à franchir des rapides en canoë, leur racontent des histoires sur la rivière et leur donnent des conseils pour explorer la nature de façon avisée. Les politiciens accueillent le groupe dans leur communauté respective et lui font part du potentiel économique de la région. Les membres de la communauté autochtone, les premiers gardiens du territoire, insufflent la passion aux participants et leur ouvrent l'esprit à différentes façons d'aborder la conservation. Tous ces échanges favorisent la communication et élargissent les perspectives et la palette d'outils de notre personnel de conservation.

Pour les jeunes, le programme commence en force avec l'expédition, qui, en plus d'être une expérience mémorable en pleine nature, leur donne l'occasion de créer des liens entre eux, de s'informer sur les problèmes de conservation dans la région et d'échanger des idées sur les différentes activités qu'ils pourraient organiser dans le cadre de leurs projets de service communautaire.

Ils élaborent ensuite leurs projets sur des enjeux propres aux bassins hydrographiques de leur région. Ils participent à des randonnées éducatives et assistent à des webinaires et à des présentations pour se familiariser avec les différents éléments qui entrent en jeu dans la gestion des aires protégées.

Le programme se termine par un sommet qui permet aux jeunes de présenter leurs projets, d'apprendre les uns des autres, de profiter de la présence de conférenciers invités et de célébrer leurs réalisations.

À ce jour, les jeunes ont réalisé des projets très variés : randonnées d'interprétation, excursions en raquettes et en ski de fond, présentations dans les écoles primaires, jeux-questionnaires, campagnes dans les médias sociaux, baladodiffusions, concerts de sensibilisation, corvées de nettoyage d'habitats. Parfois, les participants unissent leurs forces pour travailler sur un seul grand projet; d'autres fois, ils choisissent d'aider la SNAP Canada en réalisant de plus petits projets « à la carte ». Dans tous les cas, chaque action de ces jeunes contribue à une cause importante : l'intendance des terres et des eaux publiques du Canada pour leurs communautés et les générations futures.

Imaginez un instant tout ce que peuvent accomplir des jeunes animés par une nouvelle passion et formés en engagement communautaire, en réconciliation, en défense de droits et en protection de la nature... Moi, j'en ai des frissons.

Chloé McMillan est la directrice de l'éducation de la SNAP Vallée de l'Outaouais. Elle coordonne le Programme des gardiens de la faune canadienne de la vallée de l'Outaouais, et en 2021, elle a aussi pris les rênes du programme au niveau national. Pour en savoir plus sur le PGFC, visitez snapcanada.org/PGFC.



Massif des Chic-Chocs depuis le sommet du Mont Xalibu.
Photo : Jean-Philippe Caron, CC BY-SA 4.0.

SUCCÈS DE LA CONSERVATION AU QUÉBEC

Montrer la voie pour le Canada

Lorsqu'il a rencontré la ministre du Tourisme du Québec plus tôt cette année, Alain Branchaud a compris ce qui faisait le succès de la province en matière de conservation. Le directeur général de la SNAP Québec a découvert que la ministre Caroline Proulx était attentive à la façon dont les aires protégées pouvaient être synonymes à la fois d'écotourisme et de conservation. Il s'est également entretenu avec le ministre de l'Environnement, de la Santé et d'autres membres du cabinet, tous désireux d'entendre comment la conservation de la nature pouvait soutenir les objectifs de leurs portefeuilles respectifs.

« Ils en parlaient tous, se souvient Alain Branchaud, qui a rejoint la SNAP Québec en 2015. Voilà ce qui fait la différence : une approche pangouvernementale, et le fait que les aires protégées soient considérées, non pas seulement comme des zones où tout est contrôlé, mais comme des opportunités. »

Le Québec est le champion de la conservation au Canada. En 2010, le pays s'est engagé avec d'autres nations à assurer la protection de 17 % de son territoire d'ici 2020. Cette promesse s'inscrivait dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CBD) des Nations Unies l'accord international qui vise à stopper la perte de biodiversité sur la planète. À l'échance, seul le Québec, de toutes les provinces et tous les territoires du Canada, avait à la fois adopté l'objectif de 17 % et réussi à l'atteindre.

Aujourd'hui, le défi est encore plus grand. Ottawa a promis aux Canadiens et Canadiennes – ainsi qu'au monde entier – de mettre 30 % des terres et des océans du pays à l'abri du développement et de l'exploitation d'ici 2030, tout en atteignant une cible intermédiaire de 25 % d'ici 2025. Le nouvel objectif repose sur des données scientifiques montrant qu'une protection de 30 % du territoire est le strict minimum pour préserver la nature. Le total national actuel dépassant légèrement la moitié de l'objectif de 2025, nombreux sont ceux qui s'intéressent à la réussite du Québec et se demandent quelles leçons en tirer pour atteindre leurs propres objectifs en matière d'aires protégées.

« Le Québec est un exemple à suivre, déclare Alison Woodley, conseillère stratégique principale de la SNAP Canada. Il est la preuve que des cibles ambitieuses et à plus long terme peuvent être atteintes. C'est un présage encourageant de ce qui pourrait être accompli si d'autres gouvernements adoptaient une approche similaire. »

Selon M. Branchaud, il s'agit avant tout d'une question de volonté politique. Lorsque l'actuel gouvernement du Québec est arrivé au pouvoir en 2018, il n'y avait pas véritablement

de programme environnemental sur la table. Ce vide a ouvert la porte à des discussions avec la SNAP Québec et d'autres parties prenantes sur la conservation de la nature et, en particulier, sur les cibles en matière d'aires protégées.

Le groupe a informé la province, dont 8,6 % du territoire était protégé au début de la décennie précédente, qu'il y avait suffisamment de nouvelles propositions d'aires protégées à l'étude pour atteindre et même dépasser l'objectif de 17 % pour 2020. Tout ce qu'il fallait, c'était une volonté soutenue de lever les obstacles. « Nous disions que l'objectif était réalisable, se souvient M. Branchaud, et on nous a écoutés. »

Bien vite, le gouvernement du Québec a compris la valeur politique d'une telle poussée vers la création d'aires protégées. La pandémie aidant, de plus en plus de personnes ont pris conscience de l'importance de la nature pour leur santé mentale et physique. Les communautés locales ont commencé à voir le potentiel des aires protégées pour promouvoir l'écotourisme et le développement régional. Les groupes autochtones, quant à eux, y ont vu une chance de finalement sauver certains sites fondamentaux pour leur subsistance et leur culture.

De plus en plus, les scientifiques voient dans la protection des espaces naturels un outil puissant, à la fois pour lutter contre les changements climatiques – en préservant, par exemple, les vastes tourbières du nord du Québec, qui agissent comme des puits de carbone – et pour s'attaquer au problème de l'extinction des espèces. Il est vital, par exemple, de préserver des habitats comme l'aire de répartition du caribou de la toundra. « La crise de la biodiversité est prise au sérieux au Québec, explique M. Branchaud, entre autres parce que le siège du secrétariat international de la CDB est à Montréal. »

« Il n'a pas été difficile de faire valoir les avantages, reprend le directeur général de la SNAP Québec. La plupart des membres du gouvernement étaient avides de les entendre. Ils ont compris que les aires protégées étaient un bon cheval de bataille, que c'était une valeur sûre. » Rapidement, il est apparu que les objections aux propositions spécifiques d'aires protégées ne faisaient pas le poids. Le financement est d'abord venu de fondations privées, puis du nouveau Fonds fédéral pour la nature, annoncé en 2018 en réponse à une campagne menée par la SNAP Canada, et dont les contributions se poursuivront dans les prochaines années.

La province a rapidement fait siennes les cibles de 2020 et, en modifiant sa Loi sur la conservation du patrimoine naturel, elle a assuré l'application des normes internationales sur les nouvelles aires protégées et les autres mesures de conservation



efficaces (AMCE), de même que la reconnaissance des aires protégées gérées par des Autochtones.

Le succès ne s'est pas fait attendre. À l'aube de 2020, les gouvernements et les communautés du Québec et des Inuits avaient annoncé la création de 30 000 km² de nouvelles aires protégées au Nunavik, préservant ainsi un cinquième de la région septentrionale de la province contre l'exploitation minière et d'autres formes de développement. Peu après, la protection de plusieurs autres sites, totalisant une superficie de 39 000 km², a été annoncée par le Québec et le gouvernement de la nation crie dans le territoire ancestral crie connu sous le nom d'Eeyou Itschee. De nombreux autres sites, plus petits, ont été annoncés dans le sud du Québec, notamment dans les monts Chic-Chocs, dans la région du Bas-Saint-Laurent.

« La réserve des monts Chic-Chocs est un très bon exemple de soutien local à une aire protégée, explique M. Branchaud. Ce sont les efforts d'une association locale, le Comité de protection des monts Chic-Chocs, en collaboration avec la SNAP Québec, qui ont permis à cette réserve de territoires aux fins d'aire protégée de voir le jour. »

Le Québec a atteint la barre des 17 % en 2020. Forte d'un nouveau capital politique, la province s'est rapidement engagée à aller plus loin, promettant de protéger 30 % de la province d'ici 2030, en conformité avec les objectifs nationaux et les objectifs internationaux émergents.

Plus tôt cette année, le gouvernement du Québec a annoncé la création de dix nouvelles aires protégées et, selon M. Branchaud, dix annonces supplémentaires devraient être faites avant les élections prévues à l'automne. « Le gouvernement est fier de son succès. On le voit aux efforts qu'il déploie pour faire d'autres annonces d'ici aux élections. »

Dans son bulletin 2021 sur les aires protégées, la SNAP Canada a célébré les réalisations exemplaires du Québec en lui attribuant la note A- pour ses progrès. Dans la foulée du rapport, des provinces et territoires moins bien notés ont intensifié leurs propres efforts en matière d'aires protégées. Le Yukon, par exemple, a récemment déclaré plus de 35 000 km² de zones de conservation dans le spectaculaire bassin hydrographique de la rivière Peel, augmentant ainsi considérablement sa superficie protégée totale.

« Tels sont les messages clés de notre bulletin », déclare Jessie Corey, gestionnaire nationale principale du programme de conservation terrestre de la SNAP Canada, à propos de la recette gagnante du Québec. « La volonté politique était là. Le gouvernement a commencé à chercher de nouvelles aires protégées potentielles dès le début de la décennie et a travaillé main dans la main avec les peuples autochtones. Il est allé chercher le financement disponible. Il a été proactif et a fait un véritable effort pour impliquer tous les joueurs. Il a suivi toutes nos recommandations pour s'assurer de résultats concrets sur le plan de la conservation. »

Haut : Baie James à Eeyou Itschee. Photo : Jérôme Spaggari

Bas : Vue sur le mont Sainte-Anne depuis la route 14 dans la réserve faunique des Chic-Chocs. Photo : Félix Mathieu-Bégin, CC BY-SA 4.0

LA CONSERVATION DOIT ÊTRE GUIDÉE PAR UNE VISION AUTOCHTONE

Entrevue avec Lorraine Netro

Si Lorraine Netro, une aînée de la Première Nation des Gwich'in Vuntut, devait écrire un guide pratique sur la protection des terres et des eaux du Canada, sa première instruction serait simple : « Avant tout, il faut parler aux premiers occupants du territoire. »

Lorraine Netro est une icône canadienne de la protection de l'environnement, célèbre pour le combat qu'elle mène depuis plusieurs dizaines d'années afin de protéger la réserve faunique nationale de l'Arctique, de l'autre côté de la frontière, en Alaska. Cette réserve faunique américaine, dont le statut de protection contre les projets d'exploitation d'hydrocarbures change au gré des gouvernements, abrite les aires de mise bas du caribou de la Porcupine.

Souvent considéré comme le plus important troupeau de caribous de la toundra en Amérique du Nord, les quelques 218 000 caribous de la Porcupine s'aventurent chaque année jusqu'à 2 400 kilomètres en territoire canadien. Leur voie de migration passe depuis des générations par l'emplacement de la maison de madame Netro à Old Crow, au Yukon. « Le caribou de la Porcupine a assuré la subsistance de notre peuple pendant des milliers d'années, explique-t-elle. Tous les aspects de notre mode de vie traditionnel en dépendent. »

Pour la lauréate 2021 du Prix Glen Davis de leadership en conservation, décerné par la SNAP Canada et le WWF-Canada, le travail accompli afin de sauver la réserve faunique nationale de l'Arctique est riche d'enseignements pour le Canada, qui entend protéger 30 % de ses terres et de ses océans d'ici 2030. « Nous devons tous être assis à la même table, souligne la militante, et nous assurer que les Autochtones y ont une voix privilégiée, car nous sommes les gardiens des terres, des eaux et des animaux depuis des temps immémoriaux. »

Voilà des années qu'avec l'aide d'organismes comme la SNAP Canada, madame Netro et la Première Nation des Gwich'in Vuntut parviennent à attirer l'attention d'Ottawa, du gouvernement

territorial et d'autres parties prenantes sur les enjeux importants pour les communautés Gwich'in du Yukon et, par extension, sur des enjeux fondamentaux pour la conservation du Nord.

« Nous devons tenir compte de la vision autochtone de la conservation de ces terres ancestrales. C'est la première chose à faire, soutient-elle. Les Premières Nations sont les expertes de leurs territoires ancestraux, et cela vaut partout au Canada. Pendant toutes ces années, nos aînés ont su nous guider. Il est de notre devoir de veiller à ce que nos terres sacrées soient protégées pour toujours, pour toutes les générations futures. »



« Nous sommes les gardiens des terres, des eaux et des animaux depuis des temps immémoriaux. »
Photo : Lorraine Netro

LE CHARME NATUREL DES PARCS URBAINS NATIONAUX

Travailler à la conservation et à la restauration des écosystèmes urbains

Un plan du gouvernement fédéral pour protéger la nature dans les agglomérations où vivent la majorité des Canadiens pourrait amener des millions de citoyens à se passionner pour l'environnement. Cela pourrait changer la donne, à condition bien sûr que la faune et les écosystèmes demeurent la priorité.

En août 2021, Ottawa a annoncé un investissement de 130 millions de dollars pour créer un réseau de parcs urbains nationaux d'un bout à l'autre du Canada. Dans le cadre de ce projet, Parcs Canada collaborera avec les municipalités, les provinces, les partenaires autochtones et les groupes de protection de la nature pour déterminer l'emplacement de 15 parcs urbains nationaux dans tout le pays et les mettre en place d'ici 2030.

La SNAP Canada est en train de formuler des recommandations qui serviront de base aux lignes directrices du gouvernement pour la création et la gestion de ces parcs. Elle participe également à des projets pour d'autres parcs urbains nationaux un peu partout dans le pays.

Près de trois Canadiens sur quatre vivent en ville, et nombreux sont ceux qui souffrent d'une déconnexion grandissante de la nature. Selon la recherche, nos vies de plus en plus urbaines et notre isolement de l'environnement

naturel peuvent accroître le stress et les risques de maladies physiques et mentales. Notre capacité à apprécier la nature et notre désir de la protéger pourraient également en être affectés.

Il faut savoir que la plupart des villes canadiennes se trouvent le long de la frontière sud du pays, où la biodiversité est la plus élevée et où la plupart des quelque 700 espèces menacées du Canada luttent pour leur survie. De nombreux scientifiques et défenseurs de l'environnement s'accordent à dire que la protection de la faune urbaine et des corridors biologiques traversant les zones urbaines pourrait contribuer à endiguer la disparition des espèces. Un plus grand nombre d'espaces verts en milieu urbain pourrait également contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Pour toutes ces raisons, la SNAP Canada a passé la dernière décennie à travailler avec des partenaires à la création et à la protection du premier parc urbain national du Canada dans la vallée de la Rouge à Toronto, une importante aire naturelle urbaine abritant plus de 1700 espèces végétales et animales.

Ces actions ont également mené à l'adoption d'une loi fédérale visant à garantir que le parc est géré de telle manière que les écosystèmes seront protégés et restaurés à perpétuité et que des millions de citoyens peuvent accéder facilement à la nature. Nous encourageons maintenant Ottawa à agrandir le parc en y ajoutant des terres adjacentes appartenant à la couronne.

PROCHAINEMENT, DANS UN PARC URBAIN NATIONAL PRÈS DE CHEZ VOUS

Dans le cadre de ce nouveau programme, Parcs Canada et ses partenaires locaux étudient déjà la faisabilité d'un parc urbain national dans la vallée de Meewasin, à Saskatoon. Des ententes de collaboration pour de possibles parcs urbains nationaux à Winnipeg, Halifax et Windsor ont été signées, tandis qu'Edmonton, Montréal et Colwood, en Colombie-Britannique, discutent de sites potentiels. Huit autres villes encore à déterminer accueilleront elles aussi un parc urbain national.

Le réseau envisagé de parcs urbains nationaux fait partie de la promesse du gouvernement fédéral de protéger 25 % des terres et des océans d'ici 2025, et 30 % d'ici 2030. Ces cibles se rattachent aux ambitieux engagements nationaux et internationaux pris par le Canada en matière de conservation dans le cadre du Pacte du G7 pour la nature, de l'Engagement des dirigeants pour la nature, de la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples et de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.

En plus des nouveaux parcs urbains nationaux, Parcs Canada prévoit créer dix nouveaux parcs nationaux et dix aires marines nationales de conservation au cours des cinq prochaines années. Le financement de ces efforts est assuré par un investissement historique de 3,2 milliards de dollars pour la conservation des terres et des océans, annoncé dans le budget fédéral de 2021.



Le premier parc urbain national du Canada dans la vallée de la Rouge à Toronto. Photos : SNAP Wildlands League

La SNAP Canada applaudit l'engagement du gouvernement à créer un réseau de parcs urbains à l'échelle du Canada et s'affaire de son côté à ce que cette initiative soit synonyme de conservation et de restauration efficace des écosystèmes urbains et rende la nature plus accessible aux Canadiens et Canadiennes. Il sera crucial d'assurer la participation précoce et continue des nations autochtones locales – ces sites étant situés sur leurs territoires ancestraux – et de développer des stratégies pour garantir que ces espaces soient accueillants, inclusifs et accessibles.

Contrairement aux parcs nationaux, par exemple ceux de Banff ou de Fundy, les parcs urbains nationaux ne seront pas

nécessairement détenus et exploités par Parcs Canada. Ils pourraient inclure des zones appartenant à d'autres ordres de gouvernement, à des Premières Nations, à des ONG ou à d'autres partenaires, et être gérées par ces mêmes acteurs.

Dans ce contexte, la SNAP Canada a récemment soumis des recommandations de politique à Parcs Canada, l'encourageant à formuler clairement les exigences à respecter pour faire partie du réseau des parcs urbains nationaux, notamment en modifiant la législation fédérale. Ces recommandations visent à faire de chaque parc urbain national une fierté pour les citoyens du pays.

LES AIRES MARINES PROTÉGÉES SONT UTILES, LES RÉSEAUX D'AMP SONT ENCORE MIEUX!



Une mise à jour sur la planification de réseaux d'AMP au Canada

L'ÉQUIPE DU PROGRAMME DES OCÉANS DE LA SNAP

Un trio de baleines à bosse dans la baie de Fundy.
Photo : Nick Hawkins/SNAP N.-É.

Pendant des décennies, les scientifiques ont suivi le déclin de la santé des océans, appelant à des mesures énergiques pour protéger et rétablir la vie marine et les écosystèmes océaniques. Ici, au Canada, ces changements se manifestent par l'effondrement des stocks de morue de Terre-Neuve et de certains stocks de saumon du Pacifique, par la situation critique des baleines menacées d'extinction et par la disparition des glaces marines et du varech.

La création d'aires marines protégées (AMP) est largement reconnue comme l'une des façons les plus efficaces de stopper ce déclin. Actuellement, près de 14 % des océans du Canada sont protégés, et le pays s'est engagé à en protéger 25 % d'ici 2025 et 30 % d'ici 2030 afin de contrer les effets sur les écosystèmes océaniques de la double crise causée par la perte de biodiversité et les changements climatiques.

Le fait de relier les AMP en réseaux aide à maximiser la valeur de conservation de ces aires protégées.

Les meilleurs réseaux d'AMP présentent les caractéristiques fondamentales suivantes :

- **REPRÉSENTATIVITÉ DES ESPÈCES** : le réseau doit protéger un large éventail d'espèces, d'écosystèmes et de biodiversité représentatifs de la zone;

- **REPRODUCTION** : le réseau doit comprendre plus d'un exemple de chaque type d'habitat ou d'écosystème;
- **VIABILITÉ** : chaque AMP dans le réseau doit être suffisamment grande pour favoriser la protection adéquate de l'espèce ou de l'écosystème cible, et elle doit être conçue à cette fin;
- **CONNECTIVITÉ** : le réseau doit protéger les liens écologiques entre les aires et les espèces, par exemple les habitats des juvéniles et des adultes.

Les réseaux d'AMP qui répondent à ces quatre critères de conception sont plus résilients et s'adaptent mieux aux changements climatiques. Ils offrent une sorte de police d'assurance écologique aux habitats, dont la santé peut être compromise dans une aire donnée et intacte dans une aire voisine. Les réseaux d'AMP contribuent à maintenir et à soutenir la biodiversité et l'intégrité écologique, et ils constituent des « aires d'atterrissage » sûres pour les espèces qui sont contraintes de migrer en raison des changements climatiques.

En assurant la protection de multiples sites sur une vaste zone, les réseaux d'AMP offrent une certaine souplesse en ce qui concerne la taille et l'espacement des aires protégées,

ce qui facilite le maintien d'activités telles que la pêche et la navigation dans les zones adjacentes tout en assurant une solide protection aux AMP. Cela signifie que la planification d'un réseau peut aider à réduire les conflits et à minimiser les coûts de gestion et de surveillance des AMP tout en maximisant les avantages. Les processus fructueux de planification de réseaux d'AMP s'appuient sur la science et sur les connaissances locales et traditionnelles, et ils mettent à contribution de nombreuses parties prenantes afin de maximiser les avantages écologiques, sociaux et économiques.

Le Canada s'est engagé à créer des réseaux d'AMP dans cinq régions prioritaires, et les processus de consultation et de planification de ces réseaux en sont actuellement à différentes étapes. Deux des processus les plus avancés au Canada concernent la biorégion du plateau continental Nord, en Colombie-Britannique, et le plateau néo-écossais et de la baie de Fundy, dans les Maritimes.

LE RÉSEAU DE LA BIORÉGION DU PLATEAU NORD

Le plan de réseau d'AMP de la biorégion du plateau Nord, également connu sous le nom de mer de Great Bear, s'étend le long des côtes nord et centrales de la Colombie-Britannique. Cette région spectaculaire comprend la réserve d'aire marine nationale de conservation et le site du patrimoine haïda Gwaii Haanas, qui sont gérés conjointement, ainsi que la réserve nationale de faune en milieu marin des îles Scott et l'AMP des récifs d'éponges siliceuses du détroit d'Hécate et du bassin de la Reine-Charlotte.

Le processus de planification du réseau d'AMP de la biorégion du plateau Nord crée un précédent mondial, puisqu'il est élaboré et sera gouverné conjointement avec les Premières Nations côtières qui gèrent ces eaux depuis des milliers d'années.

Ce processus semblait sur le point de devenir le premier réseau d'AMP du Canada, mais il a connu d'importants retards en cours de route. La prochaine étape clé du processus est la publication d'un plan d'action pour une consultation publique, qui était attendue à l'automne 2021, mais qui n'a pas encore eu lieu.

LE RÉSEAU DU PLATEAU NÉO-ÉCOSSAIS ET DE LA BAIE DE FUNDY

Le plan de réseau du plateau néo-écossais et de la baie de Fundy est un exemple de réseau d'aires protégées bien conçu qui vise à assurer la protection à long terme des écosystèmes marins et côtiers tout en

soutenant les moyens de subsistance des collectivités de la côte Est.

Une équipe dédiée travaille sur ce plan depuis près de dix ans. Après avoir été mis en suspens en 2017, les travaux ont repris en 2021 avec une vigueur renouvelée. Selon des indications récentes, le refuge marin des canyons orientaux et le chenal de Fundy-banc de Browns sont sur le point de recevoir une protection juridique.

L'ENGAGEMENT AVEC LES NATIONS AUTOCHTONES ET LES COMMUNAUTÉS LOCALES EST LA CLÉ DU SUCCÈS

Les réseaux d'AMP multiplient les avantages des AMP individuelles. Alors que le Canada s'efforce de respecter son engagement à créer des réseaux d'AMP dans cinq régions, il est essentiel que le gouvernement fédéral travaille en étroite collaboration avec les nations autochtones, les provinces et territoires et les communautés côtières pour s'assurer que les réseaux d'AMP sont bien soutenus, solidement protégés et réellement efficaces.



Un jeune requin bleu au large des côtes de la Nouvelle-Écosse. Photo : Nick Hawkins/SNAP N.-É.



Des méduses dans l'herbe de mer dans la région de Eastern Shore, en Nouvelle-Écosse. Photo : Nick Hawkins/SNAP N.-É.



Le troupeau de caribous de Fortymile. L'habitat de ce caribou de la toundra se situe dans la région de Dawson. Photo : Malkolm Boothroyd

YUKON

L'aménagement du territoire est en cours dans la région de Dawson, un paysage qui couvre 10 % du Yukon. Bien que la ruée vers l'or du Klondike et l'activité minière moderne aient transformé certaines parties de la région, cette dernière abrite encore de vastes paysages de forêt boréale intacte, d'anciennes tourbières et des montagnes parcourues par le caribou. Bien que l'ébauche du plan soit un bon début, la SNAP Yukon exhorte la Commission d'aménagement à prendre des mesures plus audacieuses. Pour plus de détails, veuillez consulter le site cpawsyukon.org/dawson-region.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Les récifs d'éponges de verre d'Át'ka7tsem/Howe Sound jouissent désormais de cinq nouvelles mesures de protection impliquant des fermetures de pêches. Ces fermetures interdisent la pêche par contact avec le fond, comme le chalutage et le piégeage des crevettes, et visent à protéger les écosystèmes rares et anciens. Les zones d'interdiction s'étendent à 150 mètres au-delà des récifs afin d'éviter que les sédiments rejetés par les chaluts et les pièges voisins n'étouffent les éponges. La province mène actuellement des consultations avec les Premières Nations concernant leurs pratiques de pêche de fond à des fins alimentaires, sociales et cérémonielles dans les cinq nouvelles zones d'interdiction.

Récifs d'éponges et de corail dans le bassin de Géorgie, mai 2009. Photo : Kim Conway



ALBERTA

La SNAP Alberta nord célèbre de bonnes nouvelles pour le troupeau de caribous de la région d'À La Pêche. Au cours de l'été 2021, des trappeurs locaux ont alerté la SNAP au sujet de blocs de coupe proposés pour l'habitat non perturbé du caribou. La conservation de l'habitat du caribou des bois est essentielle pour la prévention de nouvelles pertes de biodiversité. En 2022, grâce à de fortes pressions du public, à des organisations collaboratrices et à des discussions avec le gouvernement et l'entreprise forestière, la zone a été désignée comme « zone de non-récolte ». Pour plus de détails, veuillez consulter le site cpawsnab.org/caribou/#MoonCreek.



Survol de l'habitat du caribou de Moon Creek près de Hinton, en Alberta. Photo : Gillian Chow-Fraser

En partenariat avec l'Alberta Ecotrust et la Chawkers Foundation, la SNAP Alberta sud a lancé bioDIVERSITY, une campagne à volets multiples qui vise à réduire les obstacles auxquels sont confrontés les communautés racialisées et les groupes d'immigrants pour accéder à la richesse et au bien-être qu'offrent les espaces naturels.

BioDIVERSITY propose entre autres des promenades en nature guidées par des Autochtones, et ChangeMakers, une écocommunauté en ligne ouverte à tous qui sera lancée à l'automne 2022. Ces initiatives transforment déjà les idées sur ce qui définit les termes « environnementalisme inclusif » et

« environnementaliste ».

Pour plus de détails, veuillez consulter le site cpaws-southernalberta.org/about/biodiversity.



Api'soomaahka (Coyote en cavale), ou William Singer III, de la Nation Kainai de la Confédération des Pieds-Noirs, partage des enseignements sur les prairies lors d'une promenade en nature guidée par des Autochtones à Calgary. Photo : Sheri Tarrington



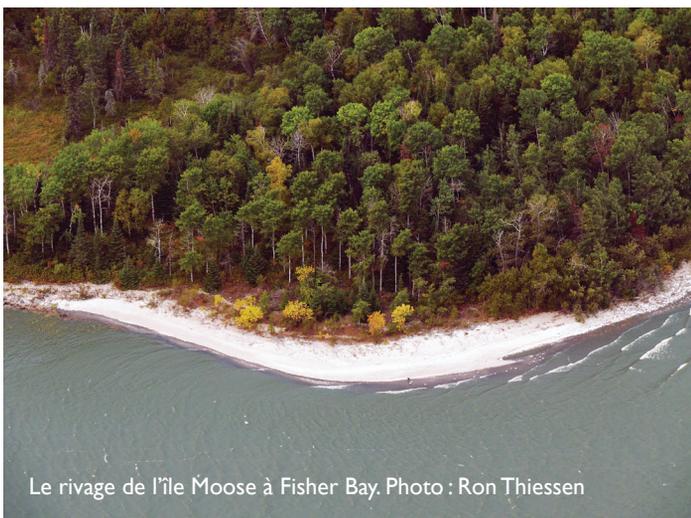
Un aéroglisseur plane sur les eaux du delta de la rivière Saskatchewan. Photo : Prairie Rising

SASKATCHEWAN

Après plus de dix ans de travail, la **SNAP Saskatchewan** célèbre la protection du lac Lobstick comme une étape vers la conservation et l'intendance à plus grande échelle du delta de la rivière Saskatchewan, sous la direction des Premières Nations et des Métis qui vivent sur ces territoires exceptionnels. La protection de cette réserve écologique de 98 580 hectares située dans la partie sud du delta est entrée en vigueur en novembre 2021. Pour plus de détails, veuillez consulter le site cpaws-sask.org/what-we-do/sask-river/delta.

MANITOBA

L'Initiative des aires de conservation de la Nation crie de Fisher River (FRCN) élabore actuellement un plan de conservation pour la région du sud-est d'Interlake, au Manitoba. Ce projet est dirigé en partenariat avec la Première Nation Peguis et la **SNAP Manitoba**. L'initiative analyse actuellement les commentaires des gardiens du savoir autochtone, des habitants de la région et des groupes locaux et à publier une ébauche de proposition de conservation. Pour plus de détails, veuillez consulter le site frnconservation.ca.



Le rivage de l'île Moose à Fisher Bay. Photo : Ron Thiessen

ONTARIO

En août 2021, la **SNAP Wildlands League** s'est rendue à Moose Factory, dans le nord de l'Ontario, pour célébrer la prochaine grande étape dans la création d'une aire marine nationale de conservation (AMNC) dans la région de la baie d'Hudson et de la baie James. L'AMNC proposée abrite 20 % des bélugas du Canada, des millions d'oiseaux migrateurs et plus encore. Elle reflète une nouvelle forme de conservation axée sur la préservation de la diversité biologique, l'utilisation de la capacité de la nature à atténuer les changements climatiques et l'importance du savoir et de la souveraineté des Autochtones.

SNAP Vallée de l'Outaouais protège la Mer Bleue, une tourbière vieille de 7 700 ans reconnue internationalement et située dans la Ceinture de verdure de la capitale nationale. La Ville d'Ottawa donne actuellement la priorité au développement et à la fragmentation de l'habitat plutôt qu'à la protection de cet écosystème fragile, qui abrite d'innombrables espèces en péril. Pour plus de détails, veuillez visiter snap-vo.org/parks-and-protected-areas/.



Une passerelle dans la tourbière de la Mer Bleue. Photo : Tourisme Ottawa

QUÉBEC

La **SNAP Québec** s'est battue devant les tribunaux contre les gouvernements fédéral et provincial pour exiger la protection des habitats essentiels de la rainette faux-grillon à Longueuil. Après des mois de mobilisation, le gouvernement fédéral a enfin émis un décret de protection pour la rainette faux-grillon de Longueuil en vertu de la Loi sur les espèces en péril.

À l'automne 2021, la **SNAP Québec** a célébré son 20e anniversaire et ses victoires au fil des ans pour la protection de la nature, comme la protection de la rivière Moisie, du parc national de Tursujuq, des monts Chic-Chocs, des monts Groulx-Uapishka, de l'habitat essentiel de la rainette faux-grillon, du Banc-des-Américains, entre autres. La **SNAP Québec** a ainsi contribué à la protection de plus de 120 000 km² au Québec, soit près de la moitié du réseau actuel d'aires protégées.

NOUVEAU-BRUNSWICK

La firme Oracle a mené une enquête auprès de 300 Néo-Brunswickois à la demande de la SNAP Nouveau-Brunswick, de la Fédération du saumon de l'Atlantique et du Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick, qui révèle un soutien considérable pour la création de nouvelles aires protégées dans la province. Selon l'enquête, 90 % des résidents veulent que les dirigeants provinciaux respectent leur engagement de faire passer le degré de protection de 4,5 % à 10 %, dans un premier temps! Cependant, les dirigeants tardent à augmenter le nombre d'aires protégées. Pour plus de détails, veuillez visiter cpawnsb.org/nbers-want-province-to-follow-through-on-protected-area-promise.



Une sortie sur l'eau au coucher du soleil, au Nouveau-Brunswick.
Photo : Emily Fox



Une sortie sur l'eau dans le parc sauvage de Blue Mountain-Birch Cove Lakes.
Photo : SNAP Nouvelle-Écosse

activités de plein air. La désignation de parc urbain national rehaussera l'importance de la conservation de ce parc sauvage et accélérera l'achat des terrains nécessaires à la création du PUN. La SNAP est heureuse de la collaboration entre Parcs Canada et la municipalité régionale de Halifax sur cette importante initiative.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

La SNAP Terre-Neuve-et-Labrador continue de plaider pour l'avancement du plan d'aires protégées tant attendu pour l'île de Terre-Neuve. Le plan, publié en mai 2020, s'intitule A Home for Nature. Actuellement, moins de 7 % de la province est protégée. Le plan ferait passer le degré de protection à un peu moins de la moyenne provinciale de 10 %, ce qui contribuerait à la sauvegarde de la biodiversité et à la lutte contre les changements climatiques. En octobre 2021, la province a mené une consultation publique, mais le projet semble de nouveau au point mort. La SNAP demande au gouvernement provincial de mettre le plan en œuvre. Pour plus de détails, veuillez consulter le site cpawnsnl.org/protectionplan.



Plage de Terre-Neuve Photo : Sean Brake

SNAP Canada bureau national
600-100 rue Gloucester
Ottawa, ON K2P 0A4
613-569-7226 ou 1-800-333-WILD
info@snapcanada.org
www.snapcanada.org

SNAP Colombie-Britannique
604-685-7445
www.cpawsbc.org

SNAP Alberta sud
403-232-6686
www.cpaws-southernalberta.org

SNAP Alberta nord
780-328-3780
www.cpawsnab.org

SNAP Saskatchewan
306-500-7545
www.cpaws-sask.org

SNAP Manitoba
204-949-0782
www.cpawsmb.org

SNAP Vallée de l'Outaouais
819-778-3355
www.snap-vo.org

SNAP Wildlands League
416-971-9453 ou 1-866-510-9453
www.wildlandsleague.org

SNAP Québec
514-278-7627
www.snapquebec.org

SNAP Nouveau-Brunswick
506-452-9902
www.cpawnsb.org

SNAP Nouvelle-Écosse
902-446-4155
www.cpawnsns.org

SNAP Terre-Neuve-et-Labrador
709-726-5800
www.cpawnsnl.org

SNAP Yukon
867-393-8080
www.cpawsyukon.org

SNAP Territoires du Nord-Ouest
867-873-9893
www.cpawsnwt.org



SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA



Fiers de soutenir la SNAP Canada !

Le plus grand électrolyseur à membrane au monde en opération à Bécancour, Québec.

Alimentée par une énergie renouvelable à 99 %, cette unité produit désormais plus de 8,2 tonnes par jour d'hydrogène à faible teneur en carbone, éliminant ainsi 27 000 tonnes de CO₂ par année.

**MARCHEZ D'UN PAS LÉGER.
PROFITEZ D'UNE JOYEUSE
RANDONNÉE.**



FIER PARTENAIRE DE LA
SNAP
SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

NXIS CÉLEBRE COUPE.
POIDS PLUME.



Les dons planifiés sont un moyen efficace de contribuer à la protection des terres et des océans du Canada et, par le fait même, à la survie à long terme de notre faune exceptionnelle.

Visitez snapcanada.org/donplanifie pour en savoir plus.

**GARDONS LE
CONTACT!**

snapcanada.org [@cpaws_national](https://www.instagram.com/cpaws_national)

[CPAWS](https://www.facebook.com/cpaws) [cpawsnational](https://www.youtube.com/cpawsnational)

[@cpaws](https://twitter.com/cpaws) [cpaws](https://www.linkedin.com/company/cpaws)

**PARTAGEZ.
AGISSEZ.
DONNEZ.**

Si vous souhaitez aider les campagnes de financement de la SNAP avec vos événements, produits ou activités, nous vous invitons à communiquer avec Vicki Dimillo à vdimillo@cpaws.org.

CHOISIR UNE VOIE CANADIENNE ET DURABLE



MUSKOKATM
ROASTERY COFFEE CO.

La Muskoka Roastery est fière de faire don de 1%
des ventes chaque année à des organisations qui travaillent
pour un Canada et un monde plus durables.

En savoir plus sur muskokaroastery.com

Fière d'être partenaire de  **SNAP**
SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA